

L'Europe face à la crise capitaliste mondiale

Juan Chingo



La crise historique du capitalisme mondial se traduit dans l'Union Européenne (UE) par une série de crises combinées¹. Force est de constater en premier lieu que les banques européennes les plus importantes ont été parmi les principaux récepteurs d'actifs toxiques émis sur le marché immobilier et financier américain. Elles se trouvent en outre beaucoup plus sous l'effet de levier² que les banques américaines. D'autre part certains pays de l'UE qui avaient bénéficié des flux de financement extérieur pendant la période antérieure ou du crédit facile grâce aux conditions premières de l'adhésion à l'euro sont en train de subir l'ajustement de la bulle immobilière et du crédit. C'est le cas, par exemple de l'Angleterre, de l'Espagne, de l'Irlande et, dans une moindre mesure, de la France ainsi que d'autres pays du Vieux continent. Enfin, les banques anglaises et celles d'Europe conti-

nentale ont une participation importante dans les prêts concédés aux économies émergentes³. En pourcentage du PIB les banques européennes (21%) et britanniques (24%) sont cinq fois plus exposées à ces marchés-là que leurs homologues japonaises ou étatsunien-nes (4%), ce qui pourrait avoir un dangereux effet boomerang sur les économies européennes et leurs institutions bancaires⁴. L'Europe pourrait s'avérer être la principale victime de cet aspect particulier de la crise non seulement en fonction du risque sur le crédit mais également par la fuite potentielle de capitaux qui pourrait se produire dans certains pays. Dans le cas de l'Autriche par exemple son exposition aux économies dites «*émergentes*» atteint un pourcentage si élevé en termes de PIB que sa cotation en terme de risque souverain et la même que ses débiteurs. Il faut également tenir compte des

plus grandes difficultés de financement des économies ayant un déficit de compte courant compara-

¹ Pour une vision d'ensemble de la crise, voir Juan Chingo, « *El capitalismo mundial en una crisis histórica* », *Estrategia Internacional* n° 25, Buenos Aires, décembre 2008, p.9-118.

² L'effet de levier consiste à s'endetter pour faire augmenter la rentabilité attendue du capital. La condition nécessaire pour que l'effet de levier se produise réside en ce que la rentabilité des investissements soit plus forte que l'intérêt des dettes.

³ La dette des pays émergents n'atteint que 13% du total de la dette bancaire internationale : d'après le dernier rapport de la Banque Internationale de Paiement de Bâle les prêts inter-frontaliers totaux atteignent 36,9 billions de dollars, alors que les prêts aux pays émergents totalisent autour de 4,7 billions de dollars (BIS, « *Statistical Annex* », *Quarterly Review*, septembre 2008).

⁴ Trois quarts du financement des économies en développement ont été réalisés par des institutions financières européennes. L'Autriche, la Suisse, l'Espagne et la Suède sont les pays les plus exposés par rapport aux pays émergents. Pour l'Autriche ces prêts représentent 85% de son PIB, avec une exposition en Europe de l'Est avoisinant 80% de son PIB. Viennent par la suite la Suisse et la Suède avec exposition de leur PIB de 50% et 25% respectivement. Si l'on examine cette situation par région l'Europe de l'Est a

ble à celui des pays en processus d'adoption de l'euro et dont une portion importante du PIB dépend de l'évolution des pays émergents. C'est le cas par exemple de l'Etat espagnol (23%)⁵. Enfin il est à noter que pour une bonne partie des pays d'Europe, à l'image par exemple de l'Allemagne où les exportations ont été le moteur de la croissance, la chute brutale du commerce mondial⁶ ainsi que le manque de financement de celui-ci rend ces pays extrêmement vulnérables à la contraction économique. Cela vaut également pour les pays de l'Est où a été délocalisée une partie de la production d'Europe occidentale⁷.

L'ensemble de ces facteurs indique comment l'UE a été l'une des zones où la crise financière internationale a frappé le plus fort. Cela explique également la chute prononcée du PIB non seulement dans les petits pays d'Europe de l'Est ou en Islande mais aussi dans certaines des principales économies européennes. Il suffit de songer aux sauvetages de plusieurs banques importantes: Hypo Real en Allemagne, Fortis, la principale banque belge, Dexia du même pays, l'UBS suisse⁸ ou en Grande-Bretagne la nationalisation partielle de plusieurs banques comme la Northern Rock, la Royal Bank of Scotland (RBS) ainsi que la banque née de la fusion de Lloyds-TSB et de la Halifax Bank of Scotland. Les mesures prises au cours de la première phase «*aiguë*» de la crise par les gouvernements européens ont consisté fondamentalement en des recapitalisations étatiques, l'Etat se portant garant des dettes. Cela a néanmoins été insuffisant pour résoudre les problèmes d'une capitalisation trop peu importantes des banques. Les pertes record, la nécessité de nouveaux apports en capitaux et le sauvetage d'autres organismes en sont la preuve.

La Deutsche Bank a ainsi surpris les investisseurs en annonçant un bilan négatif pour 2008 avec une perte de 3,9 milliards d'euros. Af-

faiblie, elle a dû faire appel à un élargissement de la participation de l'Etat à son capital: Berlin entrera indirectement dans le capital de la Deutsche Bank après que la Deutsche Post, où l'Etat est majoritaire, achète temporairement une partie de la DB. Avant cela Berlin était également intervenu dans la Commerzbank. Peu à peu on constate que les banques allemandes sont assises sur une montagne «*d'actifs toxiques*» avoisinant les 300 milliards d'euros. Il s'agit-là d'un chiffre beaucoup plus élevé que prévu et dont seulement un quart a été déclaré comme pertes nettes.

De leur côté les autorités irlandaises ont nationalisé l'Anglo Irish Bank, la troisième banque du pays. Mais c'est le Royaume-Uni qui est au centre de la tempête. La Royal Bank of Scotland (RBS), la deuxième banque du pays, a annoncé qu'elle prévoyait des pertes pour 2008 avoisinant les 28 milliards de livres sterling (40 milliards de dollars), ce qui représente le plus gros déficit jamais enregistré pour une banque en Grande-Bretagne. Selon un rapport élaborée par la RBS quelques jours à peine avant l'annonce de ses pertes spectaculaires les principales banques britanniques seraient tout simplement «*techniquement insolubles*» si l'on mesure leur degré de capitalisation par rapport aux prix de marché. La Barclays par exemple qui est l'une des rares banques qui n'a pas eu recours à l'intervention étatique se trouve dans la même situation que Citigroup ou la Bank of America en raison des mauvais résultats de sa branche d'investissements. La HSBC, la plus grosse banque par capitalisation en Europe et qui jusqu'à présent tenait le coup, a annoncé une chute de 70% de ses profits nets en 2008, le licenciement de 6100 employés aux Etats-Unis et une recapitalisation de 18 milliards de dollars, la plus grande émission de droits dans l'histoire des entreprises britanniques⁹. Début mars enfin l'Etat

été la destination la plus importante des prêts bancaires. Malgré la taille modeste de leurs économies ces pays rendent compte de 1,6 billions de dollars en prêts provenant des pays centraux alors que l'Asie et l'Amérique Latine ne rendent compte que de 1,5 et 1 billions de dollars respectivement. Les banques européennes et britanniques sont les plus exposées en Asie. En conséquent si les banques asiatiques chutent le Royaume-Uni, à la différence de la crise asiatique de 1997-1998 serait plus exposé que le Japon. La même réalité se présente en Amérique Latine avec les banques anglaises et européennes. Contrairement à ce que l'on pourrait s'attendre les banques américaines ne sont pas les plus exposées avec seulement 172 milliards de dollars sur 976 milliards de dollars en prêts. L'Espagne rend compte de 32% du total des prêts en Amérique Latine avec 316 milliards de dollars. Par rapport à l'Europe de l'Est qui est un des épicentres de la crise pour les pays émergents les banques européennes ont une exposition d'ensemble de 9% du PIB. Les banques autrichiennes ont à elles seules prêté 297 milliards de dollars. Elles sont les principales créancières de la Hongrie et de l'Ukraine, deux des économies qui sont en train d'être sauvées in extremis par le FMI et dans le cas de Budapest par des mesures tout à fait exceptionnelles de la Banque Centrale Européenne. La Suède pour sa part concentre son risque dans les pays baltiques dont les emprunts atteignent 18% de son PIB.

⁵ La très forte expositions des entreprises et des banques espagnoles en Amérique latine pourrait être une cause supplémentaire de risque économique. La dépréciation des monnaies de la région comme le real brésilien, le peso mexicain ou le peso argentin a d'importantes répercussions pour l'économie espagnole.

⁶ La contraction du commerce mondial se développe beaucoup plus rapidement que dans n'importe quel autre moment de la Grande Dépression. Cela nous conduirait donc, si nous ne sommes pas déjà dedans, à une « deuxième dépression ».

⁷ 75% des voitures produites en Allemagne sont exportées et de nombreuses pièces de BMW ou de Volkswagen sont fabriquées en Slovaquie, en Pologne et dans d'autres pays d'Europe de l'Est.

⁸ En octobre 2008 le gouvernement suisse dont les places financières de Zurich et Genève se trouvent parmi les dix les plus importantes au monde a porté secours à l'entité financière la plus grande du pays, l'UBS, qui avait investi des dizaines de millions de dollars dans des instruments liés aux subprimes américains. A travers ce sauvetage, la Banque Nationale Suisse a accepté le transfert de 60 milliards de dollars (44,4 milliards d'euros) en actifs toxiques en possession de l'UBS à un fonds spécial qui sera totalement contrôlé par l'organisme public. En même temps Berne injectera 6 milliards de francs suisses (3,9 milliards d'euros) à travers un prêt de conversion obligatoire, en échange duquel la Confédération Helvétique conservera 9,3% du capital de la banque.

⁹ L'exposition en Asie et dans d'autres « marchés émergents » de cette compagnie peut lui coûter très cher dans les prochains mois.

britannique a pris le contrôle de la Lloyd's après avoir augmenté sa participation dans le capital de cette banque en passant de 43,5% à 64%. Londres est ainsi devenu le principal actionnaire à travers une opération impliquant également des garanties quant aux actifs toxiques d'une valeur de 260 milliards de livres sterling (290 milliards d'euros)¹⁰. Il n'est pas surprenant dans ce cadre que le Royaume-Uni ait déjà dépensé près d'un cinquième de son PIB pour sauver son système bancaire très sinistré, plus que n'importe quelle autre économie selon un rapport du FMI publié début mars.

Un indicateur de comment la crise s'est violemment propagée à l'économie réelle est l'augmentation des faillites des entreprises. Celles-ci ont doublé dans l'Etat Espagnol et en Irlande par rapport à 2007 et ont augmenté de 11% sur l'ensemble du continent. Le taux de chômage dans l'UE atteint 7,6% de la population selon un rapport d'Eurostat de fin février¹¹. Dans la zone euro le chômage en janvier touchait 8,2% de la population active contre 7,2% il y a seulement un an; et la situation tend à s'aggraver. Dans l'Etat Espagnol, particulièrement touché par la crise, le nombre de chômeurs comptabilisés¹² par le SPEE (Pôle Emploi en Espagne) a augmenté en janvier de près de 200.000 personnes, la plus forte hausse enregistrée en un mois depuis que 1960, date à laquelle ont commencé à être comptabilisés de manière centralisée les sans-emploi. Avec 154 000 chômeurs supplémentaires en février le chiffre total de chômeurs dans l'Etat espagnol est de 3 482 000 personnes. Par rapport à l'année dernière on enregistre une hausse de 1 166 000, soit une augmentation de 50,38%. Le taux de chômage espagnol est presque deux fois supérieur à la moyenne européenne. Le Service d'Etudes de la BBVA prévoit une destruction d'emplois encore plus importante et estime que le taux de chômage

atteindra 17,7% cette année et 19,7% en 2010.

Mais le chômage touche également des pays comme la France qui a connu une augmentation record du chômage en janvier avec 90200 chômeurs supplémentaires¹³. Parallèlement, on commence à voir chuter le PIB. En février l'INSEE annonçait une baisse de 1,2% du PIB pour le quatrième trimestre 2008, la plus forte flexion depuis le quatrième trimestre 1974. Le gouvernement s'attend à un recul du PIB de 1 à 1,5% en 2009. Malgré une révision à la baisse ce chiffre reste inférieur à la prévision de la Commission Européenne ou du FMI qui s'attendent respectivement à une chute de 1,8 et 1,9% pour 2009, ces chiffres étant eux-mêmes à prendre avec des pincettes puisque ces organismes ont déjà révisé à la baisse à plusieurs reprises leurs prévisions de croissance. L'économie suédoise elle a reculé comme jamais par rapport aux quinze dernières années. Le PIB de la Suède a chuté de 4,9% par rapport au quatrième trimestre de l'année 2007. Dans l'Etat Espagnol, le quatrième trimestre 2008 a enregistré une baisse de 1% du PIB par rapport au troisième trimestre, la plus forte baisse depuis 1960. Pour 2009 la BBVA, la seconde banque espagnole considère que l'économie reculera de 2,8%, ce qui supposerait la plus forte destruction de richesses depuis l'impact de la Grande Dépression dans ce pays (-3,3%), à l'exception bien entendu des trois années de guerre civile (-25,6%) de la récession de 1944 (-7,9%). L'Irlande, un autre des pays les plus gravement affectés par la crise, pourrait voir son activité se contracter de 4% en 2009 alors que le Premier ministre a déclaré l'économie pourrait reculer de dix points entre 2008 et 2010. Alors que le gouvernement britannique annonce officiellement une baisse de 1% du PIB en 2009 pour le Center of Economics and Business Research l'économie pourrait

se reculer de 2,9% (2,8% d'après le FMI) avec un recul de 15% des investissements des entreprises. La Banque Centrale britannique parle elle d'une chute de 3% à 6% du PIB entre 2008 et 2009. Pour ce qui est de l'Allemagne, l'économie la plus forte d'Europe que certains analystes considéraient comme pouvant échapper aux conséquences de la crise, le FMI prévoit pour 2009 une chute du PIB de 2,5%, une baisse de l'investissement de 5,2% et une chute des exportations de 6,1%. Ces estimations pourraient être revues

¹⁰ Après la RBS la Lloyd's est devenue la deuxième banque à participer au programme de protection d'actifs lancé par Brown cette année. En effet en février ce dernier a annoncé une garantie de l'Etat pour 325 milliards de livres sterling (362,844 milliards d'euros). En contrepartie de cet accord l'Etat britannique aura une participation de près de 95% au capital de cet organisme bancaire.

¹¹ A cause de l'emploi de méthodes de calcul différentes les chiffres émis par Eurostat peuvent différer de ceux diffusés par les différents pays membres de l'UE.

¹² Les chiffres réels sont plus importants parce que beaucoup de travailleurs émigrés maghrébins ayant leur emploi dans le BTP ne figurent pas dans les statistiques officielles. D'après le journal économique espagnol *Expansión* du 20 février « le taux officiel de chômage cache 500.000 chômeurs supplémentaires » En outre, selon une étude de la Fundación de Estudios de Economía Aplicada (Fedea) 4,5 millions de personnes se trouveraient dans une situation de risque élevé de perte de leur emploi. Selon Fedea, les travailleurs en CDD « subissent un risque de perte d'emploi douze fois plus important que leurs collègues en CDI ». Le marché de l'emploi en Espagne est « extraordinairement duel », divisé en deux types de travailleurs : ceux qui ont un contrat en CDD, soit actuellement 4 554 300 de travailleurs (28% des salariés) et les 11 753 900 travailleurs qui ont un CDI et dont les indemnités chômage en cas de licenciement sont beaucoup plus élevées par rapport aux CDD. La demande de rabaisser les « coûts » des licenciements gagne du terrain parmi les secteurs les plus concentrés du patronat espagnol qui veut utiliser le chômage massif pour précariser l'ensemble du marché du travail.

¹³ Fin janvier la France comptait ainsi 2 204 000 demandeurs d'emploi. Sur un an ce chiffre qui prend en compte les chômeurs de catégorie 1, c'est-à-dire ceux qui sont à la recherche d'un CDI et ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois, a progressé de 15,4%, soit la plus forte progression annuelle depuis 1993. Ces chiffres de janvier confirment la nette tendance constatée depuis l'automne dernier : le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 156 000 au dernier trimestre 2008, pour un total de 217 000 nouveaux chômeurs en 2008.

à la baisse puisque la Deutsche Bank prévoit que un recul de 5% cette année compte tenu de la dégradation du commerce mondial, l'affaiblissement de l'industrie manufacturière et les insuffisances du plan de relance allemand.

Dans ce cadre les prévisions de la Commission Européenne qui prévoit une baisse de 1,9% pour la zone euro en 2009 pourraient être revues à la baisse. Il est important de souligner que si la crise financière a été un des déclencheurs de la crise économique la forte chute de la production réalimentée à son tour la crise financière. Le cas de l'Etat espagnol est à ce titre assez paradigmatique. Alors que Zapatero parlait encore début mars du système financier espagnol comme le plus solvable au niveau mondial, Standard & Poor's a drastiquement abaissé la qualification de crédit ou les perspectives des principales compagnies espagnoles. L'assurance contre les risques de non-remboursements (CDS) atteint désormais des niveaux historiques. Goldman Sachs et JP Morgan ont abaissé leurs prévisions pour le secteur ce qui a eu d'importantes répercussions sur les cotations boursières des banques espagnoles. Leurs prévisions pour le secteur dressent un scénario apocalyptique : une crise beaucoup plus longue que prévu, une hausse des impayés, une baisse généralisée des profits et même des pertes nettes, la suppression des dividendes, des problèmes pour obtenir des financements et enfin la prolongation de la chute des valeurs boursières. Ces instituts signalent également que le véritable problème sera l'augmentation du chômage qui a son tour renforcera les impayés. Le coup dur enfin sera la crise profonde du secteur immobilier dont personne n'est capable de prédire la profondeur et qui pourrait même s'aggraver au cas où une autre entreprise de BTP telle que Martinsa devait faire faillite. Le rating des banques de taille moyenne est encore plus

bas que celui des instituts bancaires plus importants. Cela ne veut pas dire que les grandes banques comme la BBVA et la Santander¹⁴ soient sauvées. En effet d'autres menaces se profilent à l'horizon : la récession dans les pays émergents auxquels ces banques sont exposées (notamment dans le cas du Mexique d'où provient presque la moitié des revenus de la BBVA) ou la difficile gestion des acquisitions faites au cours des dernières années Botín, propriétaire de la Santander.

La divergence des économies : la base structurelle de la crise de la zone euro

La base structurelle des tensions dans la zone euro repose sur la divergence entre les rythmes et les caractéristiques des crises des différentes économies nationales qui la composent. Bien que la zone euro ait pu se maintenir en des moments de croissance économique mondiale et d'abondance des sources de financement la situation aujourd'hui est radicalement différente dans le cadre notamment de l'incapacité des Etats du Vieux continent à mettre en place un plan de sauvetage commun.

Le Royaume-Uni et l'Espagne ont ainsi un taux d'endettement comparable à celui des Etats-Unis. Il en va de même pour l'Irlande. Leur «patron» de croissance et de financement a été très similaire à celui des Etats-Unis où le secteur immobilier a joué un rôle moteur aussi bien pour soutenir la croissance que pour garantir l'endettement des ménages en utilisant la hausse des prix des logements comme garantie. Pendant la phase ascendante du cycle cela a permis un haut degré d'endettement des ménages ayant soutenu une surconsommation et des taux de croissance très élevés. Ainsi dans l'Etat espagnol la bulle immobilière a signifié entre 1997 et 2005 une

hausse de 227% du prix moyen des logements alors que l'endettement des ménages est passé de 84% à plus de 100% du PIB entre 2006 et 2007. C'est également le cas du Royaume-Uni où le taux d'endettement des ménages a dépassé 100% du PIB en 2007. A l'image des Etats-Unis ce modèle était insoutenable à long terme. L'Angleterre et l'Irlande ont ainsi connu une crise immobilière d'une violence comparable à celle des Etats-Unis qui a immédiatement contaminé l'ensemble de la structure bancaire de ces pays.

L'Allemagne est a contrario une puissance exportatrice. Les exportations, équivalentes en volume à celles des USA bien que l'économie allemande ne représente qu'un quart de celle américaine, ont rendu compte de près de 45% du PIB allemand en 2007. Ce pays est hautement compétitif dans le secteur des machines-outils utilisées dans les processus industriels¹⁵. En effet ce secteur constitue sa deuxième branche d'exportation après l'automobile. Traditionnellement spécialisés dans ces secteurs au cours des dernières années Berlin a adopté une politique que certains analystes ont défini comme «néo mercantiliste». Cette politique impliquait une forte augmentation du taux d'exploitation, grâce aux réformes du précédent gouvernement social-démocrate

¹⁴ Deux fonds immobiliers liés à cette banque ont dû prendre des mesures de restriction des retraits d'agent face à l'impossibilité de répondre aux demandes de retrait des investisseurs.

¹⁵ Les carnets de commande des entreprises dans ce secteur sont au plus bas depuis 1958.

¹⁶ On a tendance à les méconnaître mais ces réformes ont représenté peut-être le plus grand succès contre les acquis de la classe ouvrière depuis l'offensive thatcherienne en Europe Occidentale. Cette politique a consisté à baisser de 8% les impôts pour les secteurs les plus riches, à baisser de 15% les taxes sur les entreprises et à offrir des milliards d'euros en cadeaux fiscaux aux grands groupes. Cela a été accompagné par une réduction des dépenses sociales comme dans le secteur de l'éducation. Parallèlement, avec le Plan Hartz IV depuis 2005 le système de protection des chômeurs a été modifié : au bout de 12 mois le travailleur est obligé d'accepter n'importe quel emploi, quelle que soit la rémunération, ce qui représenté un

de Schröder¹⁶ ainsi qu'une délocalisation massive des sous-traitants alors que l'assemblage final restait en Allemagne. En ce sens l'Allemagne a tiré un énorme profit de l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale à l'UE. Le gouvernement Merkel a par la suite transféré aux ménages (par le biais de l'augmentation de la TVA) une partie des charges sociales que payaient les entreprises¹⁷. Cette politique a permis à Berlin de connaître un fort excédent commercial au cours de la période haussière de l'économie mondiale dont l'Allemagne a été l'une des grands bénéficiaires en dépit d'un ralentissement du marché interne. Ce ralentissement aurait d'ailleurs été plus profond s'il ne s'était accompagné d'une augmentation significative de l'endettement des ménages qui a atteint 68% du PIB en 2008. Selon les données de l'Office Fédéral de Statistiques un ménage allemand sur douze est surendetté, soit près de 3 millions de familles qui ne sont pas en mesure de faire face à leurs dettes avec les revenus dont elles disposent¹⁸. En d'autres termes au cours des dernières années l'Allemagne a combiné les caractéristiques qui la rapprochent d'une part du modèle américain (fort endettement des ménages et important degré de financiarisation de l'économie) à des tendances comparables au modèle asiatique (forte réduction du coût salarial et compression de la demande interne) sans pour autant liquider sa base en capital, technologie et produits exigeant une force de travail hautement spécialisée qui constitue la colonne vertébrale de son secteur exportateur. Mais cette orientation vers l'exportation dépend en dernière instance de la santé de l'économie mondiale. La détérioration de cette dernière a fortement touché l'Allemagne et ses banques ont subi d'importantes pertes liées à la crise financière internationale.

De leur côté l'Italie et la France, plus éloignées du modèle améri-

cain dans leurs équilibres internes comme le montre le niveau relativement faible de l'endettement des ménages souffrent en revanche d'une forte perte de compétitivité et sont par conséquent extrêmement sensibles aux fluctuations de l'euro. La dépréciation du dollar pendant des années ainsi que la forte appréciation de l'euro avant le pic de la crise financière ont eu un impact fortement négatif pour Paris et Rome. Cette situation s'est aggravée la chute de la production allemande.

En Italie, la croissance est faible depuis 2000¹⁹ et le PIB s'est contracté de 0,9% en 2008 par rapport à l'an dernier. La dette publique dépasse 100% du PIB, aggravée par une évasion fiscale structurelle record²⁰ et des pressions inflationnistes importantes, notamment dans le secteur des services. Mais le pays ne peut avoir recours comme dans le passé à la dévaluation compétitive en raison de son appartenance à la zone euro. Cela abouti à un approfondissement du déficit de compte courant qui déjà en 2008 a atteint 2,5% du PIB. Structurellement le capitalisme italien se trouve coincé d'un côté par la concurrence des pays de l'Est et du Sud-est asiatique dans une série de branches de production dans lesquelles l'industrie italienne est très présente et d'autre part par d'autres bourgeoisies européennes qui ont réussi à approfondir le rapport de force entre capital et travail en faveur de manière beaucoup plus qualitative que n'a réussi à le faire la Deuxième République italienne.

En France alors qu'un petit nombre de grands groupes financiers industriels, de la banque ou des services a participé activement à la mondialisation du capital²¹, ce qui lui a permis de capter une portion de la valeur créée dans d'autres pays et qui constitue un élément essentiel de sa rentabilité, l'industrie française perd des parts de marché au niveau mondial²² de façon continue depuis 1992. Cela

stimulant pour la précarisation du marché du travail. Cette offensive gouvernementale s'est effectuée à travers un chantage patronal cherchant à augmenter la plus-value absolue par le biais d'un allongement de la journée de travail. Siemens a été la première à signer un accord faisant passer la journée de travail de 35 à 40 heures hebdomadaires sans augmentation salariale. Se sont ajoutées par la suite toutes les grandes entreprises : Mercedes, Opel, Philips, etc.

¹⁷ Début 2007 l'Allemagne augmentait la TVA de 16% à 19% pour la plupart des biens et des services. Parallèlement le gouvernement a également augmenté les tarifs que les travailleurs payaient à la Sécurité Sociale tout en réduisant certains des dégrèvements dont bénéficiaient les employés et les travailleurs autonomes.

¹⁸ Cette situation touche près de 7 millions de personnes dans toute la République Fédérale. Evidemment, les régions de l'Est ont été plus brutalement frappées par le manque de revenus à cause d'un taux de chômage officiel qui dépasse 20%. Cependant, le phénomène s'élargit de plus en plus aux länders de l'Ouest. Selon un article de la Deutsche Welle la nouvelle insécurité du marché du travail est la cause principale de cette nouvelle caractéristique : « Le manque d'emploi est la première cause qui conduit au surendettement. Concrètement 30% des foyers touchés par le surendettement en Allemagne sont arrivés à cette situation qu'un de leur membre a perdu son emploi. La séparation, le divorce ou la mort du conjoint (14%) outre les maladies et les accidents (10%) sont les autres principales causes de la faillite économique des familles » (21/10/2008). Le même article souligne que « les statistiques ne laissent aucune place au doute : depuis 1990, le nombre de foyers surendettés a doublé en Allemagne. Une tendance qui, en outre, ne fait pas de différence entre les couches sociales... Cependant, la moitié des personnes qui ont des problèmes de surendettement disposent d'un revenu inférieur à 900 euro nets par mois ».

¹⁹ La préoccupation de la classe dirigeante par le recul du pays est significative. Le président du groupe FIAT et ancien président du grand patronat (Confindustria), Luca Cordero di Montezemolo l'a exposé laconiquement : « L'Italie est en train de s'appauvrir. Nous sommes le dernier des grands pays européens en richesse per capita parce que cela fait longtemps que l'on croît moins que les autres », *Corriere de la Sera*, Milan, 11/12/2008.

²⁰ Il s'agit-là d'une expression de la difficulté du grand capital à gagner la petite-bourgeoise et les classes moyennes salariées liées à l'Etat qui en Italie ont un poids beaucoup plus grand que dans le reste d'Europe à son programme réformateur qui inclut la réduction des concessions faites à ces secteurs dans l'Après-guerre pour contrebalancer le poids du prolétariat. Le recours au discours xénophobe contre les immigrants et à la division Nord/Sud, ce dernier moins productif et plus dépendant des aides d'Etat, sont les nouveaux outils du capital pour renforcer un consensus social visant à sous-tendre sa politique anti-ouvrière.

²¹ A cours de la période 1996-2006 le capitalisme français a occupé la troisième place du total mondial d'investissements étrangers directs (IDE).

²² Son pourcentage dans les exportations mondiales était de 6% en 1992 et de 4% en 2006.

a d'importantes répercussions sur l'aggravation du déficit de compte courant. Cela ne veut pas dire que la France ne soit plus un pays exportateur mais sa force dépend d'un nombre réduit de grands groupes²³. Bien que la hausse de l'euro, mentionnée plus en haut, soit un facteur qui a eu des conséquences lourdes, son recul est antérieur et il ne s'agit pas là du facteur explicatif déterminant du recul du capital français. C'est d'ailleurs ce que montre la dégradation de la balance commerciale avec ses partenaires de la zone euro. En fait la spécialisation internationale de l'industrie française repose sur des marchés où les secteurs publics sont essentiels. C'est le cas par exemple de l'aéronautique, du nucléaire ou des télécommunications. Cela implique le poids d'une diplomatie d'affaires, clairement exprimée par les missions de Sarkozy à l'étranger. En d'autres termes alors que la force du capitalisme français se trouve encore dans ces branches de production sa position s'est détériorée dans les secteurs de biens de capitaux ou de biens de consommation qui ont été les secteurs les plus dynamiques du dernier cycle de croissance de l'économie mondiale. Dans ce cadre, la tentative bonapartiste de Sarkozy d'augmenter le taux d'exploitation à travers une restructuration profonde des relations entre capital et travail mise en place dans les premiers mois de son mandat s'est heurté à la lame de fond de la crise financière internationale, ce qu'explique par ailleurs une certaine distance entre le chef de l'Etat français et le MEDEF²⁴. Plus conjoncturellement par ailleurs bien que le crédit immobilier soit moins développé en France que dans d'autres pays et ne constitue donc pas un mécanisme de transmission de la crise, après la chute de Lehman Brothers les banques françaises ont fortement rationné l'octroi de crédit, en pénalisant notamment les PME et en provoquant un fort

ralentissement du secteur du bâtiment. La contrepartie de ce fort rationnement du crédit a été la montée rapide du chômage au cours des derniers mois comme nous l'avons souligné plus haut.

Comme le montrent les caractéristiques de la croissance et de la crise dans les principales économies d'Europe que nous avons analysées, les divergences dans l'espace de la zone euro sont importantes (en plus du cas anglais qui n'y appartient pas). Tout cela sans parler des pays impérialistes de deuxième ordre comme le Portugal et la Grèce, dont les problèmes de compétitivité, de déficit de balance de paiements, etc. font d'eux les maillons faibles de la zone euro.

L'Europe Centrale et de l'Est : une immense crise de la dette.

La crise d'Europe Centrale et de l'Est (ECE) contient toutes les caractéristiques des crises de la dette des pays de la périphérie que nous avons connues au cours des dernières décennies en Amérique Latine ou en Asie: chute du taux de change, énormes déficits de compte courant, épouvantables endettements en monnaies étrangères et graves récessions (et même dépressions). Ces éléments confirment l'exactitude de notre caractérisation de ces pays en tant que pays semi-coloniaux dans la plupart des cas ou semi-coloniaux qui ont généré dans le cas des pays d'Europe Centrale et de l'Est appartenant à l'UE après la restauration capitaliste dans la région.

Aujourd'hui ces pays sont devenus le maillon le plus faible de ce que les analystes appellent les pays émergents et l'impact de la crise dans cette région pourrait avoir d'énormes conséquences économiques, politiques et géopolitiques pour l'UE et l'ensemble du continent européen. En effet bien que la crise n'ait épargné aucun des pays de la situation des pays d'Europe

de l'Est est particulièrement pré-occupante. Après près d'une décennie de croissance dépassant largement la moyenne mondiale la région s'apprête à connaître une contraction en 2009 et une entrée en récession de la quasi totalité des pays de la zone. Les économies à forte croissance de la Baltique (Lituanie, Lettonie et Estonie) marchent vers une contraction à deux chiffres alors qu'il semble très difficile que des pays relativement moins touchés par la crise (par exemple, la République Tchèque, la Slovaquie et la Slovénie) atteignent une croissance positive. De leur côté l'impact de la crise est tel que les économies hongroises ou lettones ont dû être «sauvées» par le FMI en 2008.

La banqueroute économique à l'Est est fondamentalement provoqué par deux facteurs: la chute brusque des exportations et la baisse brutale des flux de capital. Les exportations ont été déterminantes pour le succès de cette région rendant compte par exemple de 80-90% du PIB en République Tchèque, Hongrie ou Slovaquie. La principale destination de ces exportations était de loin la zone euro qui en ce moment est en récession. En même temps le rationnement du crédit au niveau mondial a paralysé littéralement les flux de capitaux dans la région. Un flux de financement facile y avait impulsé un certain boom au cours des années précédentes mais cette situation s'est drastiquement détériorée. D'après l'Institute of International Finance les flux de capitaux nets dans la région vont passer de 254 milliards de dollars en 2008 à 30 milliards en 2009. Ces chiffres témoignent de l'ajus-

²³ En 2004, les 8 premières entreprises d'exportation réalisaient 13% des ventes françaises de marchandises et les 100 premières (dont un grand nombre appartient aux grands groupes) rendaient compte de 36% des exportations.

²⁴ En revanche ce problème structurel de compétitivité est une limite pour toute politique de hausse significative des salaires, axe de la relance souhaité par les syndicats après le tournant plus étatiste et protectionniste de Sarkozy.

tement généré par la crise. Cela rend d'autant plus aigüe que les années de crédit facile ont été accompagnées de déséquilibres extérieurs grandissants comparables ou supérieurs aux déséquilibres existants antérieurement à la crise asiatique. Les déficits de compte courant dans le Sud-est asiatique entre 1995 et 1997 se situaient dans la tranche qui va de 3 à 8,5% du PNB, alors qu'il était déjà ces dernières années à chiffres en Roumanie, en Bulgarie et dans les pays baltes.

À l'image de ce que l'on a connu lors des précédentes crises de la dette dans la périphérie capitaliste l'impact sera sans doute encore plus fort tenant compte de la crise historique actuelle du capitalisme mondial. L'Europe occidentale est fortement exposée en raison de ses liens commerciaux et financiers importants avec l'Est. L'inquiétude la plus grande est liée à la forte présence des banques occidentales à l'Est à travers leurs filiales où elles détiennent selon les pays entre 60% et 90% des parts de marché. Cela signifie donc des risques de contagions élevés. La forte contraction des économies d'Europe Centrale et de l'Est combinée à des prêts contractés en monnaies étrangères (notamment en Croatie, en Hongrie et en Roumanie), la dépréciation des monnaies locales et l'existence d'un financement n'étant pas lié à de fortes réserves pourraient donc provoquer une augmentation des impayés des banques de ces pays. La faillite d'une banque dans l'un de ces pays peut créer une vague de panique dans toutes les filiales de cet organisme dans la région ce qui pourrait toucher des économies et/ou systèmes financiers relativement sains comme celui de la République Tchèque.

L'ampleur du problème est significatif dans la mesure où comme nous le signalions antérieurement les pays d'Europe centrale et orientale rendent compte de 1,6 billions de dollars d'emprunts

contractés auprès des pays centraux. Une déclaration de cessation de paiement de la part d'un de ces pays et l'imposition à ses créanciers d'une renégociation de la dette avec des «*remises de dette*» pourrait s'avérer catastrophique. L'Autriche est de loin le pays le plus exposé d'Europe occidentale à travers des banques Raiffeisen et Erste Bank. L'exposition collective de ces banques dans la région atteint près de 80% du PIB, ce qui menace la stabilité de ce pays. cela pourrait d'ailleurs forcer l'Allemagne, malgré sa réticence, à devoir voler au secours du gouvernement autrichien. La Belgique et la Suisse viennent en deuxième position: l'exposition totale de leurs banques dans la région est représentée 20 à 25% de leur PIB. Pour prendre un autre exemple la principale banque d'Italie, Unicredit, fortement exposée en Europe de l'Est et dans baltes pourrait tout simplement la faire périr en cas l'effondrement de ses investissements dans ces pays. Voilà ce qui explique le dernier voyage de Berlusconi en Lybie, son ancienne colonie, puisque Tripoli dispose de 65 milliards de dollars de réserves liés au récent boom pétrolier²⁵. Certains craignent que si les maisons mère font face à d'importants problèmes elles pourraient choisir de liquider leurs filiales ou simplement abandonner la région. La capacité de manœuvre des gouvernements est-européens est totalement limitée. Leur politique fiscale est liée aux ajustements profonds que ces gouvernements ont besoin de réaliser pour mettre de l'ordre leurs balances de paiement comme c'est le cas de la Hongrie, de la Roumanie, de l'Ukraine ou des pays baltes alors que le souhait d'entrer dans la zone euro limite les options d'autres pays comme la Pologne. En même temps la possibilité d'une baisse des taux d'intérêt est limitée dans de nombreux pays par le poids de leur dette contractée en monnaie étrangère. C'est le cas de la Hongrie ou de

la Roumanie où une dépréciation de la monnaie locale pourrait mener à un défaut de paiement des dettes des particuliers, affectant ainsi la stabilité financière Budapest et Bucarest. Dans d'autres pays comme la Bulgarie, l'Estonie, le Lituanie et la Lettonie la politique monétaire est limitée par le carcan qu'impose des parités fixes des taux de change. Dans ce cadre la nécessité de nouveaux plans de sauvetage comme ceux qui ont déjà été approuvés pour la Hongrie et la Lettonie semblerait être la seule alternative. L'appel des principaux pays d'Europe occidentale à doubler les ressources du FMI est lié à cette nécessité urgente. Cependant il n'est pas sûr que l'aide du FMI soit suffisante pour un retour à la stabilité dans la région. Le processus pourrait s'accélérer si, comme dans le cas de l'Argentine en 2001, certains pays liés à un type de change fixe se voyaient obligés de dévaluer leurs monnaies: c'est le cas de la Lettonie où son «*currency peg*» se voit de plus en plus fragilisé malgré le plan de sauvetage de 75 milliards d'euros lancé par le FMI. Une forte dévaluation avec des effets dans toute la région pourrait être dévastatrice pour les banques occidentales présentes à l'Est.

Mais l'angoisse des banques européennes ne se limite pas seulement à l'UE. La Russie est la deuxième destination des prêts des banques européennes avec plus de 100 milliards de dollars de dette qui doivent être refinancés cette année. Certains estiment que le système financier russe se trouve au bord d'une banqueroute massive, ce qui accentue encore plus la pression les banques ouest-européennes présentes en Russie. Pour ce qui est de l'Ukrai-

²⁵ Ce pays semi-colonial possède déjà des investissements dans FIAT, la Juventus de Turin (football), l'ENI (hydrocarbures) et UniCredit (secteur bancaire). Tripoli participe désormais à un fonds dirigé par Mediobanca, la banque d'investissement au cœur du système entrepreneurial italien, et entend augmenter ses participations.

ne, il s'agit du pays qui présente le plus gros risque de contagion surtout si la date du versement du second volet du paquet financier promis par le FMI repoussée. Les banques autrichiennes, françaises, allemandes, suédoises et italiennes ont une exposition d'ensemble d'une valeur de 30 milliards d'euros dans ce pays. Kiev détient 46 milliards de dollars en obligations de la dette extérieure en 2009 et la forte dépréciation de la monnaie en a fait augmenter les coûts en même temps alors que les faillites d'entreprise sont en hausse. Les divisions internes de sa classe politique et la baisse annoncée d'au moins 6% de son PIB aggrave encore plus le risque de défaut de paiement. L'Ukraine devra se soumettre aux coupes sombres budgétaires exigées par le FMI mais continue à négocier en même temps la Russie, la Chine, les Etats-Unis, le Japon et L'UE pour recevoir des financements supplémentaires.

Scénarios possibles face à la crise de la zone euro

Dans les premiers moments de la crise l'existence de l'euro a réussi à éviter que chaque Etat ait recours à une dévaluation, comme cela avait été le cas lors de la crise du système monétaire européen qui a conduit au retrait de la livre sterling et de la lire italienne en 1992. En outre l'appartenance à la zone euro semble avoir réussi à protéger certaines petites économies avec un important secteur bancaire comme la Belgique, le Luxembourg ou l'Irlande de potentielles spéculations contre leurs monnaies. Cela a conduit à ce que certains pays comme le Danemark, l'Islande²⁶ ou plusieurs pays d'Europe de l'Est, y compris l'euroseptique République Tchèque manifestent leur intention de rentrer dans la zone euro.

Cependant si l'euro a représenté à court terme un facteur de sta-

bilité il pourrait devenir un facteur aggravant à moyen terme à moins de n'imaginer une réforme profonde et radicale des conditions de fonctionnement de la zone euro, une réforme difficile à imaginer et à appliquer dans l'ambiance actuelle de «sauve-qui-peut» généralisé. En d'autres termes les principaux tests de viabilité de la monnaie unique sont encore à venir. Ce n'est pas sans crises et contradictions, notamment vis-à-vis de Berlin, que les leaders européens se sont arrangés pendant le premier pic de la crise financière (septembre-octobre 2008) pour affronter la situation. Mais l'inexistence d'institutions supranationales dans le terrain financier et d'un budget commun lie les mains des autorités fédérales pour faire face aux crises, mettant ainsi en exergue les faiblesses structurelles du projet communautaire, expression de contradictions insoutenables.

Pire encore l'énorme ralentissement de la production au niveau mondial, en particulier de la production industrielle au cours des cinq derniers mois et qui a frappé de plein fouet l'Europe, a dangereusement accentué les divisions au sein de l'UE. Dans ce cadre certains analystes craignent non seulement pour la viabilité de l'euro mais aussi pour les grandes conquêtes qu'ont signifié pour les secteurs les plus concentrés de la bourgeoisie européenne le marché commun et l'extension à l'Europe de l'Est. C'est ce qu'exprime par exemple Gideon Rachman, rédacteur en chef de politique étrangère du Financial Times et fervent eurosceptique mais qui affirme aujourd'hui avoir changé d'opinion, craignant pour la «*désintégration de l'UE*». Dans un article récent il avance alarmé que «*...c'est précisément la menace qui pèse sur l'UE qui a attiré mon attention. Les plans pour une union politique en Europe ont toujours été délirants. Mais les quatre libertés qui ont déjà été établies par l'UE –liberté de mouvement de biens, de personnes, de services et*

de capitaux- sont des succès énormes et tangibles. Ce serait terrible de les voir reculer. Cette menace néanmoins existe. Le Premier ministre britannique a parlé 'd'emplois britanniques pour travailleurs britanniques', le président français a prié les constructeurs automobiles d'investir dans le pays au lieu de le faire dans d'autres endroits dans l'UE, le gouvernement de l'Espagne a entamé la campagne 'achetez espagnol'. Malgré le communiqué délibérément rassurant par lequel vient de se conclure le dernier sommet de l'UE on programme une véritable attaque contre le marché commun européen. Si l'Europe commence à revenir sur les quatre libertés cela aura des implications dépassant et de loin le strict aspect économique. Le protectionnisme et le nationalisme sont cousins proches. Les principes de consultation, de coopération et d'ouverture des frontières au sein de l'UE ont aidé à contenir les démons nationalistes»²⁷. Avec ce cri d'alarme pour toile de fond étudions maintenant les différents scénarios possibles pour l'UE et la zone euro à court et moyen terme.

A) L'éventualité d'un défaut de paiement de la dette extérieure

Les plans coordonnés de recapitalisation bancaire initiés en Octobre 2008 n'ont pas rétabli la stabilité financière comme le montre l'aggravation de la crise financière depuis le début de l'année. Plus grave encore la nécessité d'injecter de nouveaux fonds pour les banques à quoi il faut ajouter les plans de soutien à l'économie ou le sauvetage de certains secteurs industriels comme l'automobile n'ont fait qu'accroître les spéculations au sujet de la possibilité de

²⁶ Etant donnée la crise qui s'est accentuée dans la zone euro selon les derniers sondages l'enthousiasme initial de Reykjavik pour la monnaie unique européenne après la banqueroute complet de son économie se serait quelque peu refroidi.

²⁷ "Euroscepticism is yesterday's creed", Financial Times, Londres, 02/03/2009.

défaut de paiement de la dette extérieure de certains pays européens. Les assurances contre de tels défauts de paiement ("*credit default swaps*") de l'Irlande, la Grèce ou l'Italie ont augmenté face à cette éventualité. Parallèlement un certain nombre de pays européens ont connu une dégradation de leur notation auprès des agences internationales. Standard & Poor's a fait baissé le rating de l'Espagne, qui était jusqu'alors noté «AAA», ce qui fait de Madrid la première des grandes économies européennes à être ainsi rétrogradée. La Grèce ou le Portugal pour leur part se retrouvent au même niveau de notation que la Malaisie. La baisse du rating de Madrid est dû à un rapport extrêmement dur de Standard & Poor's portant notamment sur l'augmentation de la dette publique à hauteur de 18% du PIB espagnol pour les quatre prochaines années, soit environ 200.000 millions d'euros qui pèseront sur les épaules des générations à venir.

A l'intérieur de la zone euro le risque inflationniste ou pesant sur les taux de change s'est transformé en un risque sur le crédit. Il est donc fort probable que le test réel pour l'eurozone sera sa capacité ou non à affronter la dure récession qui s'annonce. Les difficultés tiennent au fait que, avec un taux de change fixe, au cas où un pays de l'UE soit moins compétitif au niveau international et ne puisse facilement réduire les coûts liés au marché du travail, la fin du boom immobilier va à réduire considérablement la demande intérieure sans que cette dernière ne puisse être compensée par une hausse significative des exportations. Dans ce cadre on pourrait assister à une baisse forte et soutenue des revenus fiscaux des Etats en difficulté.

L'Irlande est un cas paradigmatique de cette brusque inversion de tendance. Selon un rapport de l'OCDE les comptes publics de Dublin vont passer d'un déficit de 3% du PIB en 2006 à 7,1% en 2009. Ce pays, qui maintient néan-

moins son rating «AAA», se trouverait dans une situation désespérée. David Mc Williams, un économiste irlandais de renom, ancien fonctionnaire de la Banque centrale et ancien dirigeant de l'UBS suisse, l'a affirmé sans ambages : «*il faut que nous allions à Bruxelles et que nous expliquions que nous avons un grave problème. Il faut que nous disions 'ou bien on se déclare en cessation de paiement, ou alors on sort de la zone euro'(...). Si l'Irlande continue ainsi, et nous nous trouvons au bord de la cessation de paiement, toute l'Europe serait affectée. Et la même chose pourrait arriver à l'Espagne, à l'Italie, ou à la Grèce*»²⁸. Perso,,e jusqu'à présent n'avait osé aborder ce tabou.

B) Soutien intra-européen ou la perspective d'une obligation européenne de la dette

Face à cette éventualité catastrophique qui pourrait remettre en question la viabilité de la monnaie unique et face à la détérioration des conditions de financement de certains de ses membres la sortie de crise passerait pour certains à travers la création d'un instrument de la dette commun à l'ensemble des pays de l'eurozone. Il s'agirait d'un actif financier que l'on pourrait appeler « *obligation européenne* », un parapluie destiné à soutenir les pays dont la qualité des finances est la plus précaire, à l'image de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande ou de l'Etat espagnol. Cette perspective est défendue par des personnalités aussi diverses que le magnat international de la finance George Soros, le Directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn ou encore l'ancien président de la Commission Européenne et ancien président du Conseil italien Romano Prodi.

La SIFMA (Securities Industry and Financial Markets Association) a été la principale institution à en étudier la viabilité. Ce lobby,

qui représente les intérêts des firmes internationales de «*securities*» (titres, obligations et valeurs), des *brook-dealers* (courtiers) et des *asset managers* pour toutes les questions portant sur les problèmes législatifs et de régulation, est un des plus fervents partisans de «*l'obligation européenne*». Selon la SIFMA, une telle mesure permettrait d'augmenter les volumes d'émission, rendre moins onéreux les coûts d'origination²⁹ et d'obtention de fonds, d'augmenter la liquidité et les possibilités de couverture ainsi que de renforcer le rôle de l'euro en tant que monnaie de réserve permettant de concurrencer l'alternative actuelle représentée par l'omniprésente dette du Trésor nord-américain.

Certaines zones d'ombre subsistent néanmoins. Une telle obligation impliquerait notamment la création d'une agence politiquement indépendante, une sorte de Secrétariat au Trésor, qui puisse arbitrer entre les nécessités de financement des Etats membre en prenant en compte d'une part un pourcentage fixe de participation de chacun d'eux par rapport à l'ensemble des émissions (en fonction de leur rating ou de leur dette par rapport au PIB) et la liberté de fixer les échéances de paiement, mais aussi la prééminence de la dette communautaire par rapport aux dettes nationales, ou encore la responsabilité de chaque pays limitée au volume sujet au financement à travers l'instrument commun.

Comme on peut le constater, il s'agit-là d'un ensemble de bonnes intentions qui entrent en collision avec l'absence de leadership et de cohésion européens, avec la nécessité urgente de certains pays de disposer de fonds pour payer leurs plans de soutien à l'économie ou encore avec le risque qu'un de ces pays, en étant dans l'inc-

²⁸ *The Daily Telegraph*, Londres 19/01/2009.

²⁹ *L'origination* consiste à conseiller un client sur le choix d'instruments financiers, puis à assurer la conception et le lancement sur le marché de l'opération.

pacité de payer, fasse retomber la responsabilité sur l'ensemble de ses partenaires. Pour certains, de surcroît, la création d'une «*obligation européenne*» destinée à aider les pays les plus faibles grèverait les comptes des pays économiquement plus sains, ce qui approfondirait encore plus les divisions européennes. Comme le souligne Sébastien Dullien, économiste à l'Université des Sciences Appliquées de Berlin, «*si vous voulez renforcer le sentiment anti-européen, rien de mieux qu'une obligation européenne*»³⁰.

C'est pour cela qu'en Allemagne des anciens ministres de l'Economie tel que Hans Eichel suggèrent une solution un peu plus orthodoxe mais également plus douloureuse et humiliante pour les pays les plus en difficulté: la concession de prêts type FMI mais administrés par la Commission Européenne. C'est également ce qu'a suggéré Joaquín Almunia, commissaire européen à l'Economie, soulignant qu'il «*n'y a aucun doute sur le fait que certains pays de l'UE ont de sérieux problèmes. Si une crise émerge au sein d'un des pays de la zone euro, il existe cependant une solution avant d'avoir recours au FMI. Nous sommes préparés à un niveau intellectuel, politique et économique pour affronter une telle crise. Ce n'est pas bien de le dire en public, mais il existe une solution*»³¹.

C) Sortir de l'euro ?

Le prix à payer pour sortir de l'euro serait évidemment extrêmement lourd. Le pire serait bien entendu une réquisition temporaire des dépôts bancaires afin d'éviter la faillite du système bancaire en raison de la fuite massive de créanciers et dépositaires, ce qui mènerait à une faillite des obligations publiques en raison de la fuite massive d'investisseurs et, par conséquent, l'absence de financement à terme du pays, si ce n'est qu'à des taux exorbitants³².

Pour les créanciers internationaux des pays qui sortiraient de l'euro les perspectives seraient également très dures. L'augmentation des dettes privées (entreprises et ménages), conséquence de la dévaluation potentielle de la devise du pays sortant de la zone euro, risquerait d'augmenter les défauts de paiement sur ces mêmes dettes. Ajoutons à cela les complications que générerait la transformation de tous les contrats d'un pays sortant de l'euro en fonction de la nouvelle devise.

C'est pour cela que pour l'instant, mis à part certains secteurs minoritaires de la classe politique, personne n'envisage sérieusement l'option d'une sortie de la zone euro. Il faut cependant souligner que la même chose se disait en Argentine jusqu'en 2001 alors qu'était en vigueur le système de parité monétaire entre le peso et le dollar. Le krach économique et un taux de chômage extrêmement élevé ont néanmoins obligé à abandonner le système de la parité. Un scénario de ce même type n'est pas à exclure par conséquent si dans un des pays frappés par la crise le chômage grimpe à un moment donné à 25-30% et plus encore s'il s'agit d'un chômage de longue durée, ce qui est à prendre en considération si l'on tient compte du cours actuel de la crise.

La possibilité que des pays comme l'Allemagne ou la France conduisent des plans de soutien financier à l'égard de pays comme l'Espagne, l'Irlande ou le Portugal, comme nous l'avons analysé dans le point précédent, est une hypothèse hautement improbable selon la plupart des analystes. Cela tient compte du fait que l'Allemagne est déjà assez occupée à se sauver elle-même³³. Berlin sait pertinemment qu'il s'agirait-là de sauvetages à fonds perdus puisque la sortie de crise dans les pays les plus faibles sur le plan financier n'est pas proche. Il faudrait ajouter à cela le manque de compétitivité de ces mêmes pays, leurs dépen-

ses publiques ou encore leur déficits publics³⁴.

En ce sens si aucun plan communautaire ne permet d'adoucir le contrecoup de la crise alors il se peut que dans certains pays le poids de la dette publique et de ses intérêts, combinée aux déficits publics primaires à venir deviennent insoutenable. Les «*spreads*» (marges) augmenteront de manière disproportionnée et arrivera le moment où il faudra faire face au manque de financement. Plus précisément en réalité, pour qu'il continue à avoir financement, il faudra avoir recours à des plans de sauvetage de l'UE ou du FMI exigeant une diminution drastique des dépenses publiques qui agirait à son tour sur une plus grande contraction du PIB, ce qui signifierait pour ces pays des millions de chômeurs supplémentaires. Il faudrait donc combiner ces baisses des dépenses publiques, dans le cadre d'une récession très profonde et d'une hausse du chômage, à des réductions de salaire impopulaires qui mettraient en péril la cohésion politique et sociale des pays optant pour une telle solu-

³⁰ "Germany: Europe's reluctant paymaster", *The Economist*, Londres, 26/02/2009.

³¹ *The Daily Telegraph*, Londres, 04/03/2009.

³² Nous avons vu cependant, dans le point a), que la non sortie de la zone euro de garantit pas cependant contre un défaut de paiement de la part d'un des pays membre de la monnaie unique, ni même contre une fuite massive d'investisseurs et de capitaux.

³³ Le coût du financement de la dette allemande a également augmenté.

³⁴ La Grèce est à ce titre un exemple limite. Le déficit de ce pays atteint actuellement 15% de son PIB, le taux le plus élevé de la zone euro. S'élevant à 53 milliards de dollars, il s'agit d'un des plus élevés en termes absolus. Cela représente un poids énorme pour un pays de 11 millions d'habitants. Sa compétitivité a été érodée alors que l'industrie du tourisme perd des parts de marché au profit de destinations comme la Turquie ou la Croatie. Le coup de grâce a néanmoins été la crise financière internationale et la fin du boom immobilier. Les difficultés de refinancement de la dette publique grecque, qui est évaluée à près de 93% de son PIB, ont obligé Athènes à pratiquer des coupes sombres dans ses budgets sociaux, rendant encore plus explosive la situation. C'est en ce sens que la Grèce peut être considérée comme le maillon faible de l'Europe.

tion, la rendant par conséquent difficile à appliquer.

Il n'est donc pas à exclure dans ce cadre que des pays comme l'Etat espagnol ou la Grèce optent non pas pour des prêts de la part d'organismes supranationaux mais au contraire pour une politique de dévaluation compétitive. Cela serait un moyen pour eux de chercher une issue par le biais d'une hausse des exportations, favorisant ainsi la reprise et l'emploi, augmentant les capacités fiscales de l'Etat et réduisant la dépendance financière extérieure par le biais d'une baisse de l'endettement conséquence de l'excédent du commerce extérieur. La récupération de leurs marges de manœuvre en terme de souveraineté monétaire permettrait à ces pays d'imprimer leur propre devise par le biais de laquelle financer les plans de sauvetage du secteur financier ainsi que les déficits publics. Cela impliquerait bien entendu un risque inflationniste fort de même que la nécessité d'éviter que le salariat entende récupérer une partie de son pouvoir d'achat rogné.

Ainsi, bien que l'on ne puisse exclure que face à la crise abyssale on n'avance vers une solution de type « obligation européenne » de manière à limiter l'impact du contre-coup économique sur les pays les plus exposés, les solutions « extrêmes » sont aujourd'hui de plus en plus envisagées par les analystes et les décideurs. C'est d'ailleurs ce qui pourrait arriver si au plan sauvetage appliqué à un pays en particulier, en fonction de dures conditions fixées par les créanciers, s'oppose une résistance sociale ou que les conditions politiques découlant d'un tel plan ne deviennent extrêmement volatiles. A cela il faut ajouter une certaine suffisance de la part des décideurs européens face à l'ampleur de la crise actuelle³⁵. Ces derniers sont convaincus qu'il s'agit-là d'une récession comme tant d'autres et que l'économie repartira au second semestre 2009 sous l'effet des

plans de sauvetage mis en œuvre. Cela risque de transformer la crise financière et économique en une crise politique profonde comme le montre par exemple leur manque de réponse vis-à-vis d'une possible débâcle à l'Est comme nous le verrons dans le point suivant. Il ne serait donc pas surprenant si, comme en 1992, des spéculateurs faisaient le pari de la déconstruction de la zone euro, mais cette fois-ci de manière décuplée.

Les conséquences politiques et géopolitiques d'une débâcle à l'Est: le modèle de l'ouverture remis en question

Face à l'ampleur de la crise de la dette en Europe de l'Est les pays occidentaux n'ont pas voulu mettre sur pied un vaste plan de sauvetage de plusieurs milliards d'euro comme le réclamait le Premier ministre hongrois Ferenc Gyurcsany alertant ses collègues européens sur le risque "qu'un nouveau rideau de fer se rétablisse et divise l'Europe"³⁶.

Le Premier ministre hongrois avait plaidé, avant la réunion des 27 à Bruxelles le 1^{er} mars pour un plan d'aides pour les pays d'Europe centrale et orientale évalué à 160-190 milliards d'euros de manière à leur permettre de sortir de la grave crise financière dans laquelle ils se trouvent³⁷. Ferenc Gyurcsany a également demandé, de concert avec certains de ses voisins, que les critères d'entrée dans la zone euro soient assouplis de manière à accélérer l'entrée des pays d'Europe de l'Est, de façon à répondre à la crise. Un nombre important de pays d'Europe de l'Est est actuellement forcé de rembourser les dettes contractées en euros auprès de banques occidentales sur la base de devises propres qui se dévaluent rapidement. Une intégration rapide à la zone euro permettrait ainsi une diminution substantielle du service de la dette

pour les pays de l'Est. Mais l'Allemagne comme la Hollande ont opposé un refus catégorique à la requête hongroise.

Le Sommet de Bruxelles de début mars n'a pas seulement démontré la myopie des pays d'Europe occidentale. Il a également servi à souligner comment la crise historique du capitalisme mondial a commencé à diviser le bloc de l'Est (la «Nouvelle Europe», selon l'ancien secrétaire à la Défense américain Rumsfeld). Les pays les plus forts ou dont les finances sont un peu plus saines ont essayé de se différencier de leurs voisins en difficulté, mettant en exergue une fois de plus le caractère extrêmement mesquin des nouvelles élites en place dans les anciens pays du bloc stalinien qui pensent pouvoir trouver leur propre salut individuellement³⁸. C'est le choix qu'ont fait par exemple la Pologne ou la République Tchèque qui n'ont retenu

³⁵ Le cas des Etats-Unis est similaire comme on a pu le voir à travers les inadéquations des plans de sauvetage bancaire ou de relance économique présentés par l'administration Obama. Voir J. Chingo "Obama's administration, shaken by the crisis", 12/02/2009, in www.ft-ci.org/spjp.php?article1715?lang=en

³⁶ Steven Erlanger et Stephen Castle, "Growing Economic Crisis Threatens the Idea of One Europe", *New York Times*, New York, 01/03/2009

³⁷ Cette proposition dépasse largement la promesse d'aide de 24,5 milliards d'euros couvrant les deux années à venir faite par la BEI (Banque Européenne d'Investissement), la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) et la Banque Mondiale. Nous soulignons que, selon les prévisions de la BERD elle-même, le système bancaire est-européen aurait besoin de 200 milliards de dollars pour l'année 2009. Depuis janvier l'Autriche fait ouvertement campagne en faveur de l'adoption d'un plan de 100 milliards d'euros afin de consolider le secteur financier à l'Est.

³⁸ Ceci démontre le caractère extrêmement dépendant de ces nouvelles bourgeoisie qui n'est pas sans rappeler l'absence d'un front commun des pays endettés en Amérique latine au cours des années 1980. Cela a d'ailleurs permis aux créanciers de négocier dans de meilleures conditions, au cas par cas, le pillage de la région et la privatisations des principales entreprises d'Etat. La situation en Europe de l'Est n'est pas non plus sans rappeler l'attitude du Brésil lors du défaut de paiement argentin. Cette attitude peut néanmoins s'avérer catastrophique pour ces pays compte tenu de la profondeur de la crise actuelle.

aucune des propositions formulées par la Hongrie.

L'Europe occidentale a pour sa part extrêmement déçu les gouvernements est-européens partisans des propositions de Gyurcsany, créant par là-même une situation ouvrant la possibilité d'attaques spéculatives contre leurs devises nationales³⁹. Cela ne veut pas dire que l'Europe occidentale ne soit pas consciente de la gravité de la crise dans l'Est européen où les multinationales de l'Ouest ont d'énormes intérêts, tant par leurs investissements que par les liens commerciaux existants. Mais les gouvernements d'Europe occidentale ne sont disposés qu'à intervenir au «*cas par cas*», comme cela a été souligné maintes fois pendant le Sommet, sur la base d'une garantie de leurs propres intérêts financiers et commerciaux et du remboursement à terme des crédits ce qui signifierait en tout état de cause un approfondissement ultérieur de la semi-colonisation des pays de l'Est. La dureté des conditions dans lesquelles ces plans d'ajustement serait menée, la plus grande soumission aux diktats des pays occidentaux les plus importants ainsi que la perte prévisible ou la détérioration des marges de souveraineté dont disposaient les pays est-européens membre de l'UE pourraient avoir comme conséquence inattendue de véritables mouvements sismiques dans cette région, dont les conséquences politiques et géopolitiques seraient immédiates à niveau international, à commencer par l'Europe occidentale.

Il est important de ce point de vue de tenir compte du fait que l'Est, qui constitue en quelques sorte «*l'arrière cour*» des capitales occidentales, est resté relativement stable au cours des vingt dernières années. A l'exception des Balkans occidentaux les pays d'Europe centrale et orientale se sont intégrés pacifiquement à l'UE, même lorsque certains pays se sont di-

visés, comme dans le cas de la République Tchèque et de la Slovaquie. Cette exceptionnalité historique est d'une part le fruit d'une amélioration de l'économie de ces pays à la suite des ajustements structurels ayant fait suite à la dissolution des économies planifiées bureaucratiquement et, d'autre part, du recul géopolitique de la Russie dans son ancienne zone d'influence, recul qui a été mis à profit par l'UE à partir des années 1990 sur le plan économique et politique et par l'OTAN sur le plan géopolitique. En d'autres termes l'existence de multiples états faibles a pu être soutenue par l'avancée du capitalisme en général, les ancrant dans le giron de l'UE et de l'OTAN qui en ont tiré profit encerclant la Russie.

Mais ces conditions sont en train de commencer à se transformer de manière abrupte. Il suffit de songer au retour géopolitique de la Russie, initié au cours des années du boom pétrolier et gazier, coïncidant avec la reconstruction bonapartiste lancée par Poutine, ayant tiré profit de l'accélération du déclin de l'hégémonie étasunienne sous la présidence Bush. Même si la faiblesse actuelle de la Russie subissant elle aussi la crise de plein fouet peut imposer des limites à ses ambitions géopolitiques, ces dernières n'en sont pas moins fortes, sous-tendues par les piliers fondamentaux sur lesquels se base la puissance russe. C'est ce qu'indiquent par exemple l'annonce de la fermeture de la base aérienne nord-américaine de Manas au Kirghizstan, ce qui pourrait d'ailleurs compliquer les plans américains en Afghanistan, la concession d'aides financières importantes à plusieurs pays de l'ancienne URSS en échange de concessions politiques ou plus symptomatique encore le refus du président russe Medvedev d'accéder à la requête de l'administration Obama (démentie par la suite) de mettre un frein au projet de bouclier anti-missiles en

Pologne en échange d'une plus grande coopération russe sur le dossier du nucléaire iranien. Cela montre d'ailleurs soit dit au passage combien la Russie croit être en mesure d'obtenir de plus grandes concessions par rapport à la Pologne tout en prétendant des Etats-Unis qu'ils abandonnent leur projet d'expansion de l'OTAN en direction des anciens pays soviétiques⁴⁰.

L'UE quant à elle est divisée quant aux premiers gestes de l'administration américaine à l'égard de Moscou. Certains des principaux pays européens, comme la France et l'Allemagne, cherchent un rapprochement entre les deux anciennes grandes puissances. Ce sont là les souhaits exprimés par Merkel et Sarkozy à l'occasion de la Conférence sur la Sécurité tenue à Munich début février. Tous deux ont tenu à souligner l'importance d'un accord avec la Russie par rapport aux principaux dossiers internationaux. D'autres pays européens sont en revanche absolument défavorables à un tel rapprochement. C'est le cas par exemple de la Pologne qui craint d'être le grand perdant de la partie. En Europe occidentale c'est Londres qui maintient la ligne la plus dure à l'égard de Moscou. La Géorgie, pendant ce temps, semble être le grand oublié de la rencontre entre la nouvelle secrétaire d'Etat Hillary Clinton et le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov à Genève.

En dernière instance le ton des relations futures entre Washington et Moscou sera déterminant quant à la collaboration des principales

³⁹ Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si toutes les devises de la région ont subi une dévaluation de 2 à 3% au lendemain du Sommet.

⁴⁰ La Russie est disposée à collaborer avec Washington dans les anciennes républiques soviétiques par le biais du canal exclusif du Kremlin, c'est-à-dire à condition que les Etats-Unis reconnaissent la zone d'influence de Moscou et en empêchant que Washington continue à encercler la Russie à travers la multiplication des rapports bilatéraux entre les Etats-Unis et les anciennes républiques soviétiques.

puissances européennes avec la Russie. C'est ce qu'a récemment démontré la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN à Cracovie qui s'est tenue avant ces premiers signes de rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis. Les plans américains quant à l'Afghanistan visant à réduire la rébellion taliban y ont été considérés avec un certain scepticisme. On pourrait dire la même chose du dossier iranien.

Dans ce contexte les pays d'Europe de l'Est qui se sont déjà vu laissés sur le bas-côté par les Etats-Unis après l'échec géorgien de l'été dernier craignent à présent que l'UE leur réserve le même sort, ce qui pourrait d'ailleurs avoir des conséquences négatives imprévisibles pour l'Europe de l'Ouest. Comme le souligne The Economist, «*si un pays comme la Hongrie ou un des trois pays baltes coule alors les pays d'Europe occidentale seront les premiers à en souffrir. Les banques autrichiennes, italiennes et suédoises, qui ont énormément prêté et investi en Europe de l'Est, connaîtraient des pertes catastrophiques si la valeur de leurs actifs venaient à se réduire. Le volume du défaut de paiement, combiné à des instincts protectionnistes ataviques qui ont repris le dessus dans toute l'Europe, pourraient facilement défaire ce qui constitue la plus grande réussite de l'UE et qui fait son orgueil : son marché commun. La faillite à l'Est pourrait rapidement remettre en question le destin de l'UE elle-même. Cela déstabiliserait la monnaie unique dans la mesure où certains membres de la zone euro, comme l'Irlande ou la Grèce, ne sont pas en meilleure santé que certains pays de l'Est. Cela pourrait compromettre tout futur élargissement de l'UE, laissant ainsi en suspens la question de l'avenir des Balkans occidentaux, de la Turquie ou de plusieurs pays de l'ancienne Union Soviétique*»⁴¹.

Plus généralement l'instabilité économique combinée à l'ancrage

encore trop faible au sein de l'UE et de l'OTAN d'une bonne partie des pays de la région pourraient ouvrir une boîte à Pandore qui serait un excellent terreau pour l'émergence de tendances populistes de tout poil mais également de tendance aigües à la lutte de classes. Cela a d'ailleurs été la norme de cette région pendant toute la première moitié du XX^e siècle, conséquence de la fragmentation et de la faiblesse des Etats est-européens. C'est d'ailleurs ce que souligne l'historien Derek H. Aldcroft en dressant un bilan des causes du déclin européen entre 1914 et 1939 «*l'Europe s'était affaiblie, elle avait perdu sa cohésion dix-neuviémiste. En Europe centrale et orientale une multitude d'Etats autonomes, mais faibles et conflictuels, avait surgi des ruines des empires austro-hongrois, prussien et de celui des Romanov alors que d'importantes tensions politiques et la faiblesse des démocraties avaient laissé l'Ouest dans une situation de désunion*»⁴².

Serions-nous à nouveau confrontés à une situation de ce type ? Les effets à retardement de l'implosion de l'ancienne URSS et de son ancienne aire d'influence, tout comme la constitution d'une myriade de petits Etats faibles, le Kosovo étant le dernier de ce genre, pourraient-ils faire basculer cette région dans une nouvelle situation convulsive ? Voilà le spectre qui aujourd'hui hante soudainement bien des analystes occidentaux qui, à l'image de certains marxistes qui avaient cru aux bienfaits de la «*globalisation*», avaient foi en une intégration pacifique et harmonieuse de ces pays de l'Est tout en omettant que cette même intégration signifiait une plus grande subordination de type semi-colonial de ces pays. Voilà au moins ce que cette crise aura eu le mérite de mettre en lumière, clarifiant ainsi les tâches et les programmes qu'auront à mener à bien et à défendre les révolutionnaires européens.

Les soulèvements de janvier en Bulgarie, en Lituanie et en Lettonie, suivis par la chute du gouvernement letton le 20 février, ne sont qu'un avant-goût de ce qui pourrait se passer dans ces pays en terme de déstabilisation et de tension sociale accrue à mesure où avancera la crise et augmentera le chômage. Ajoutons à cela que le retour de centaines de milliers d'immigrés dans leur pays d'origine pourrait aggraver encore plus le mécontentement social.

Les mobilisations sociales n'ont pas été l'apanage de ces seuls pays. Ce qui est sûr en revanche c'est que les marges de manœuvre des gouvernements de la région face aux problèmes économiques et à la récession en cours sont beaucoup plus réduites. Des économistes bourgeois de renom tel que Willem Buiter, professeur à la London School of Economics et ancien économiste en chef de la BCE, affirment que c'est désormais une question de temps pour que ces pays reviennent à un contrôle strict des changes de manière à éviter le drainage de devises. En d'autres termes, sous cet aspect-là également, cette crise n'est pas une crise parmi tant d'autres mais une crise structurelle qui remet en question le modèle d'ouverture, de libéralisation et d'intégration à l'UE adopté par ces pays à partir du début des années 1990.

Dans ce cadre, il n'est pas à exclure que l'on ne puisse assister à la montée de régimes bonapartistes ou semi-dictatoriaux penchant pour un modèle économique autarcique, ni même à l'avancée de nouveaux populismes qui pourraient chercher à mettre un frein à l'application des

⁴¹ "The bill that could break up Europe", *The Economist*, Londres, 26/02/2009

⁴² L'auteur souligne également que "l'Europe occidentale n'a pas été suffisamment forte pour continuer à dicter le modèle de développement mondial comme cela avait été le cas au XIX^e. C'est le rôle qui a alors été dévolu aux Etats-Unis, avec les conséquences que l'on sait pendant la Grande dépression ». Voir D. H. Aldcroft, *The European Economy, 1914-2000*, Routledge, Londres, 2000.

réformes imposées par le FMI ou l'UE, ou encore au renforcement des partis d'opposition philo-russes dans les pays baltes. C'est-là une des craintes que l'on retrouve dans l'article de *The Economist* précédemment cité: «*les conséquences politiques que signifierait laisser l'Europe de l'Est à la dérive pourraient être extrêmement graves. Une des prouesses majeures de l'Europe au cours des deux dernières décennies a été de réunifier pacifiquement le continent à la suite de la fin de l'empire soviétique. En Russie, qui se trouve économiquement en difficulté, les dirigeants à Moscou essaient néanmoins d'exploiter toutes les opportunités afin de réaffirmer leur influence dans la région. De surcroît si les Européens de l'Est sentent que ceux des l'Ouest les ont abandonné, les premiers pourraient tomber entre les griffes de populistes et de nationalistes à l'image de ceux qui sont arrivés au pouvoir dans ces pays par le passé*»⁴³. Il s'agit-là d'hypothèses tout à fait réalistes dans le cadre du protectionnisme croissant dans l'industrie de l'automobile ou le secteur bancaire à l'Ouest et qui a mené aux récents échanges assez durs entre Sarkozy et le président tchèque, illustrant ainsi la division croissante entre l'Est et l'Ouest en Europe.

L'avenir de l'Europe, la grande inconnue

En Europe les tendances à la désunion et à l'exacerbation des intérêts nationaux s'approfondissent. La transformation violente de la crise financière en une chute importante de la production a aggravé la tendance au «*saute-qui-peut*» généralisé.

Dans ce cadre les Etats nationaux sont revenus sur le devant de la scène. C'est notamment ce qu'a exprimé Paris au cours de la présidence rotative de l'UE au cours du second semestre 2008 pendant laquelle on a assisté au brusque virage

néogaulliste de Sarkozy à partir de l'accélération de la crise ainsi qu'au renforcement du poids des Etats nationaux par rapport aux prises de décision politique ou par rapport au respect des normes européennes, et ce au détriment des organismes communautaires, à commencer par la Commission européenne et son président José Manuel Barroso⁴⁴.

Si dans un premier temps ce retour des Etats a été considéré comme un élément positif par certains analystes, surtout au regard de la bureaucratie bruxelloise sclérosée (il suffit de songer à la coordination inattendue des gouvernements européens dans le lancement du premier plan bancaire), cette dynamique peut avoir d'autres effets. Le retour en force des Etats n'encourage pas seulement le protectionnisme mais également certaines attitudes unilatérales de la puissances européenne la plus forte, l'Allemagne⁴⁵.

Il semble qu'au niveau économique l'Allemagne tente d'utiliser la crise, plus que pour en limiter l'impact, afin d'étendre son propre système financier à plus grande échelle sur l'ensemble de l'Europe. C'est ce que l'on peut voir dans son refus d'appuyer les plans de relance ou de sauvetage transnationaux alors que Berlin essaie de forcer l'UE à adopter une position commune sur la régulation financière, à partir de positions plus conservatrices et par conséquent plus en harmonie avec les caractéristiques de la banque allemande, étroitement liée à l'appareil industriel⁴⁶.

Comme nous l'avons vu l'Allemagne a été secouée par la crise financière et comme une bonne partie de l'Europe elle est grandement exposée aux crédits toxiques (subprimes). Ses banques cependant ne sont pas autant liées au boom immobilier que ne peuvent l'être leurs consœurs britanniques, irlandaises, espagnoles ou italiennes. La Banque allemande n'est pas non plus massivement exposée à l'Est comme les instituts bancaires suédois, autrichiens ou italiens (qui

avaient investi dans une région de seconde importance en raison de leur incapacité à concurrencer les grandes banques d'Europe occidentale). L'Allemagne compte de plus sur un secteur manufacturier très compétitif, sur une bonne tenue de ses comptes publics. Le plus gros problème auquel Berlin doit faire face est un problème de demande interne structurellement faible. Si l'Allemagne réussit à limiter l'impact immédiat qu'aura la crise sur son développement extrêmement dépendant des exportations (ce qui représente un défi d'envergure), et si elle réussit à récupérer une certaine dose de souveraineté monétaire, soit dans le cadre de la zone euro actuelle, soit dans le cadre d'une zone euro remaniée⁴⁷, alors Berlin pourrait

⁴³ "The bill that could break up Europe", *The Economist*, Londres, 26/02/2009

⁴⁴ C'est notamment ce qui explique ce qu'il ait été décidé de maintenir un commissaire par pays membre au sein du Conseil, enterrant ainsi la possibilité d'en faire un jour un véritable gouvernement fédéral.

⁴⁵ L'attitude unilatérale de l'Allemagne par rapport à certains thèmes est une nouveauté sur toute une série de questions. Comme le souligne Charles Grant, directeur du Centre for European Reform, "par rapport à bien des sujets les Allemands sembleraient penser que l'UE ne défend plus leurs intérêts et ils semblent toujours plus enclins à poursuivre sur leur propre chemin. La politique étrangère allemande a évolué de telle sorte qu'elle affaiblit l'UE et peut-être même l'Alliance Atlantique". "Unilateral Germany threatens to weaken Europe", *Financial Times*, Londres, 4/12/2008

⁴⁶ C'est notamment la signification des propositions allemandes de soumettre à un contrôle plus strict tout ce qui touche de près ou de loin aux financements faciles de type subprime ou aux circuits de mouvements de capitaux spéculatifs («*hot money*») dont tirent profit les «*hedge funds*».

⁴⁷ Voyons ce que disent à ce sujet certains analystes comme l'économiste Jacques Sapir: «Le retour à la souveraineté monétaire sera une tendance générale... En principe, rien n'interdit que ce retour soit compatible avec le maintien de la zone Euro. Le conseil Ecofin devra prendre le contrôle de la BCE après fondamentalement modifié la charte de celle-ci. La possibilité de monétiser l'émission de dettes publiques au sein de la zone Euro pourrait en effet constituer un puissant levier de croissance. Mais, il faut comprendre que les difficultés seront très importantes pour arriver à une coordination au sein du conseil EcoFin. Au-delà des cultures politiques différentes des pays membres, l'existence de très fortes hétérogénéités

sortir renforcé de la crise (peut-être dans le cadre d'un bloc ou d'une alliance quelconque) par rapport aux Etats-Unis ou du moins au sein de l'Europe.

Pour ce défi Berlin peut compter sur deux avantages. Le premier est le fait que l'Allemagne n'a face à elle aucun concurrent. Le système financier britannique est en train d'imploser. Des pays que l'Allemagne voit comme des centres de second ordre arrivés tardivement dans la compétition comme l'Autriche, la Suède, l'Italie ou la Grèce, sont éminemment exposés à l'Est. La Suisse a été fortement secouée par ses liens avec l'Autriche et sa réputation de place bancaire sûre est en train de reculer alors qu'elle subit de fortes pressions de la part de nombreux pays impérialistes au sujet de l'opacité de son système bancaire. Reste la France comme meilleur concurrent financier de l'Allemagne comme le prouve d'ailleurs le rachat par BNP Paribas de Fortis, un saut stratégique qui, s'il s'avérait être mené à bien⁴⁸, transformerait BNP en la première banque européenne de dépôts avec un accès direct sur quatre très grands marchés que sont la France, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg. Malgré cette avancée cependant la dette française comme son fort déficit fiscal comparé à l'Allemagne font que les marges de manœuvre de Paris, à long terme, soient plus restreintes.

L'Allemagne, d'autre part, se trouve dans une position géographique et commerciale très favorable afin de pouvoir dominer tout ce qui pourrait émerger des décombres de cette crise en Europe. L'importante dépendance de l'Europe centrale et orientale en terme d'exportations représente pour Berlin une arme (une fois que seront restructurées les finances européennes) afin de dicter ses conditions à l'égard de ces pays dont la survie, de ce point de vue, dépend de l'Allemagne⁴⁹. Dans le domaine du nucléaire civil, l'alliance entre Berlin et Moscou par

le biais de la formation d'un nouveau pôle entre Siemens et Rosatom (l'Agence Fédérale Russe à l'Energie Atomique) représente une concurrence importante dans le secteur extrêmement lucratif du nucléaire pour Areva, le géant français dont Siemens s'est séparé dernièrement. Ceci pourrait anticiper un rude conflit entre la France et l'Allemagne afin de déterminer qui des deux pays sortira mieux positionné de la crise actuelle.

La grande inconnue à l'heure actuelle consiste à savoir si la crise dont l'épicentre se situe aux Etats-Unis emportera avec elle l'ensemble de ses concurrents ou si certains d'entre eux seront capables de limiter l'impact de cette récession qui affecte l'économie mondiale. Bien que pour l'heure ce soit l'anarchie extrême propre au mode de production capitaliste et la logique du «sauve-qui-peut» qui priment, ce qui aggrave encore plus la crise actuelle, la restructuration capitaliste qui pourrait éventuellement émerger de la récession n'aura lieu qu'autour des capitaux et des Etats étant sortis avec des reins plus solides de la crise actuelle. On peut en ce sens présager que certains pays de l'UE feront montre de plus de capacité de résistance en tant que pays impérialistes que certains pays arrivés depuis peu dans la cour des grands, à l'image de la Chine par exemple, énormément dépendante du marché mondial et traversée par d'importants déséquilibres internes.

Les deux obstacles principaux à cette possible récupération de certains pays du Vieux continent sont d'une part le prolétariat européen, qui a été un des premiers à intervenir face à la crise et que la bourgeoisie essaiera de faire plier afin de limiter l'impact de la récession sur ses profits, et de l'autre la résistance anti-impérialiste à la semi-colonisation accrue des pays de l'Est. Comme le souligne le Financial Times, «les employeurs insistent sur la nécessité que les travailleurs

mettent du leur afin d'améliorer leur situation dans le cadre d'un marché du travail difficile, acceptant des diminutions de salaire (le principal syndicat allemand vient d'ailleurs d'accepter de modérer ses revendications salariales). Cela pourrait freiner mais non contre-carrer de manière significative l'impact de la décélération de l'économie. Bien entendu, quand le cycle recommencera à être favorable, les foyers et les entreprises allemandes se trouveront relativement mieux positionnés»⁵⁰.

des économies de la zone Euro est l'obstacle principal. La mise en place de l'Euro ne s'est pas accompagnée, il faut avoir le courage et l'honnêteté de le constater, d'un réel progrès en matière de convergence des dynamiques économiques. En fait le taux d'inflation nécessaire à une croissance raisonnable devrait être sensiblement différent suivant les pays. Or, au sein d'une monnaie unique, ceci induit des distorsions qui ne sont pas supportables à terme. On sait déjà que l'appréciation actuelle de l'Euro a coûté très cher à la croissance française. La création d'un budget fédéral important (au moins 20% du PIB total de la zone) pourrait être une solution. Mais, il n'est pas politiquement réaliste de penser qu'une telle évolution soit possible avant de très nombreuses années. Dans ces conditions, une crise de l'Euro risque d'être inévitable...La solution, plutôt que de se résoudre à un éclatement total de la zone Euro, pourrait être un système intermédiaire. Pour certains pays membres, l'Euro deviendrait une monnaie de réserve, par rapport à laquelle leur monnaie nationale qu'ils auraient rétablie, serait convertible sur la base d'un taux fixe révisable de manière régulière. Les pays constituant le bloc le plus homogène pourraient eux conserver l'Euro comme monnaie unique. On aurait une zone Euro constituée de cercles concentriques, qui serait plus robuste et plus flexible pour faire face aux nouvelles contraintes. Ce système permettrait d'ailleurs plus facilement que la forme actuelle de l'Euro une coordination avec d'autres monnaies et donc la constitution d'une zone de stabilité monétaire allant au-delà des frontières de l'UE ».

⁴⁸ La première phase des négociations pour le rachat a mené à la chute du Premier ministre Leterme lorsqu'il a été rendu public que ce dernier avait fait pression sur les juges de manière à ce qu'ils empêchent la vente de la banque. Cette manœuvre a porté préjudice aux petits actionnaires belges de Fortis, la première entité financière du pays à laquelle les Belges se sentent d'autant plus attachés qu'il s'agit également du premier employeur.

⁴⁹ Le marché allemand est le principal débouché de pays comme la Pologne, de la République Tchèque, de la Slovaquie, de la Hongrie et de la Slovaquie.

⁵⁰ "Germany in recession", Financial Times, Londres, 13/11/2008

Déflation salariale et risque d'explosion sociale. L'alternative inflationniste ne peut être exclue en tant qu'alternative à l'incapacité d'ajustement ou, à moyen terme, face aux déficits fiscaux monstrueux dans le cadre d'un manque de financement externe



Le gouvernement irlandais a été le premier en Europe occidentale à utiliser tous les instruments à sa disposition afin d'éviter le risque d'une suspension du paiement de la dette extérieure en recourant notamment à une baisse des salaires des fonctionnaires afin d'éviter que le déficit public ne dépasse 12% du PIB l'an prochain. Il s'agit du premier gouvernement de la zone euro à utiliser la déflation salariale, une recette de la Grande dépression, afin de restaurer son niveau de compétitivité. Le Premier ministre Brian Cowen a décidé, sans accord préalable avec les syndicats, de réduire les rémunérations des agents du service public de 7%. Malgré le caractère extrêmement modéré et conciliateur des directions syndicales irlandaises ayant donné leur aval dans le passé aux contre-réformes sociales les syndicats ont été obligés d'appeler à une journée d'action. Plus de 120.000 manifestants ont participé à la mobilisation du 21 février, un record pour l'île, témoignant de la colère qui gronde au sein de la population.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, bien plus faibles que leurs homologues européens, ces pratiques déflationnistes sont monnaie courante. Comme nous l'avons déjà souligné le gouvernement letton a imposé en janvier une baisse de 15% des salaires

du public dans le cadre d'un plan économique soutenu par le FMI et l'UE. Cela a débouché, à la suite de violentes manifestations à Riga, sur la chute du gouvernement conduit par Ivars Godmanis. En Hongrie, le plan d'ajustement accordé par le FMI et l'UE prévoit la suspension du paiement du treizième mois au sein de la fonction publique. La Roumanie, pour recevoir l'appui de Bruxelles ou du FMI, pourrait se voir contrainte de prendre le même chemin dans les prochaines semaines.

Dans ce contexte néanmoins la nouveauté de cette crise est le fait que des recettes jusque-là uniquement employées dans les programmes d'ajustement structurel des pays semi-coloniaux faisant face au problème de la dette pourrait être appliquées dans les pays impérialistes, à commencer par ceux plus affectées par la crise actuelle comme dans l'Etat espagnol. Ce n'est donc pas un hasard si un quotidien économique de Madrid souligne qu'une «*prise de conscience est nécessaire, le bon temps est loin maintenant, c'est l'heure de se serrer la ceinture. Il vaut mieux que nous le fassions nous-mêmes plutôt qu'un tiers nous y oblige, comme le FMI par exemple. La seule solution d'ajustement pour notre pays passe par la chute brusque des salaires*

réels, alors qu'à présent la rigidité salariale ne sert qu'à augmenter le nombre de chômeurs»⁵¹. Mais celui qui ne laisse aucune place au doute, c'est Jean-Claude Trichet lui-même, l'actuel président de la BCE. Lors d'un récent voyage à Dublin, il a fait appel à tous les gouvernements pour «*poursuivre sur la voie de budgets audacieux [en fait des coupes sombres], notamment en matière de salaire dans la fonction publique*»⁵².

Comme nous le soulignons néanmoins si les coûts politiques de tels réajustements se révélaient être trop élevés on ne peut exclure que certains pays n'utilisent l'arme de la dévaluation ou aient recours à une politique inflationniste. Cela pourrait d'ailleurs s'avérer utile pour «*réduire*» les pertes liées aux non-paiements de dettes privées que génèrent la crise. A moyen terme, quel que soit le chemin adopté pour appliquer les politique d'ajustement, une perspective inflationniste est hautement probable en tant que conséquence des énormes déficits qui sont appelés à grever toujours plus les finances des Etats, afin d'éviter, sans beaucoup de succès probablement, la

⁵¹ *El Economista*, Madrid, 20/1/2009.

⁵² *Le Monde*, Paris, 07/03/2009.

⁵³ Jacques Sapir, "Le monde qui vient", 24/10/2008.

spirale déflationniste, et ce en raison du manque de fonds de financement extérieurs. Comme le souligne l'économiste Jacques Sapir, «dans ces conditions, les pays développés ont peu d'alternatives. S'ils tentent de réduire la croissance de leur endettement par sa maîtrise en matière de dépenses, ils aggraveront dramatiquement la récession au point de risquer des troubles politiques et sociaux majeurs. S'ils accroissent les taux d'intérêts pour tenter de rendre leur dette attractive, ils tuent l'investissement et aggravent, par un autre biais, la crise. Une alternative raisonnable serait de procéder politiquement à la destruction d'une partie des dettes existantes, par des rémissions de créances pour les ménages et des défauts organisés pour les dettes d'entreprises ou des administrations. Mais, une telle alternative raisonnable est peu probable car exigeant un degré de courage politique qu'il ne faut pas s'attendre à trouver dans les systèmes occidentaux. La dernière alternative, qui est celle qui sera très probablement adoptée, consistera en un fort accroissement de l'inflation»⁵³. Dans le cadre de l'inutilité avérée de toute issue keynésienne à la crise deux alternatives s'offrent aux capitalistes pour tenter de sortir de cette phase économique en en faisant payer le prix au monde du travail: par le biais de l'inflation ou de la déflation.

Aucune de ces deux options n'est progressive pour le salariat. C'est en ce sens que les propos de Trotsky au sujet de la bourgeoisie française et de la crise des années 1930 sont d'une étonnante actualité. Comme le souligne Trotsky dans le «Programme d'action pour la France», «afin de tenter de sortir du chaos dans lequel elle a elle-même plongé le pays la bourgeoisie française doit commencer par résoudre le problème monétaire. Un secteur de cette même bourgeoisie entend mener cette tâche à bien par le biais de l'inflation, c'est-à-dire à

travers l'émission de papier monnaie, la dévaluation des salaires, la hausse du coût de la vie, l'expropriation de la petite-bourgeoise; un autre secteur fait le pari de la déflation, c'est-à-dire de la diminution du niveau économique des travailleurs (baisse des salaires), de l'augmentation du chômage, de la ruine des petits producteurs agraires et de la petite bourgeoisie des villes. Ces deux alternatives sont synonymes de davantage de misère pour les exploités. Opter pour l'un ou l'autre de ces instruments capitalistes équivaldrait à choisir l'arme par le biais de laquelle les exploités s'appêtent à égorger les travailleurs. La première étape du plan des capitalistes français consiste en une déflation brutale. On arrache aux travailleurs l'allocation chômage, la sécurité sociale, on réduit les salaires, les employés du secteur public commencent à se sentir touchés, les prochaines victimes devant être les petits producteurs ruraux. Cela ne veut pas dire bien entendu que la bourgeoisie ne puisse pas avoir recours demain à l'autre hypothèse, l'inflation. L'Allemagne hitlérienne est l'exemple vivant de cette seconde méthode. Les exploités doivent s'opposer fermement à ces visées de la bourgeoisie !». Si les travailleurs n'entendent pas payer de leurs sacrifices le coût du chaos capitaliste actuel il est fondamental que les exploités ne tombent dans aucun de ces deux pièges qui ne sont que deux hypothèses de sortie de crise que prend en considération la bourgeoisie.

09/03/09